faire des levés des champs de bataille, il faudrait au moins deux ans pour arriver à une estimation réaliste.

Quand les alliés s'entendirent enfin sur des conditions à présenter à l'Allemagne, personne ne voulait se rasseoir pour rouvrir tous les dossiers dans des pourparlers avec les Allemands. En mai 1919, une autre considération s'était fait jour dans l'esprit des alliés : la crainte de ne plus pouvoir imposer leur volonté à l'Allemagne, surtout en cas de longues négociations. Les dirigeants alliés avaient eu avec leurs experts militaires de sombres conversations sur ce qui se produirait si l'Allemagne refusait de signer son traité. Le maréchal Foch prépara un plan pour frapper simultanément en Bavière et outre-Rhin, où les alliés avaient des têtes de pont, en direction de Berlin. Cependant, il avertit que les Allemands risquaient d'opposer une résistance farouche et que les pertes alliées seraient élevées.

Pendant ces longs mois, des points de vue sur la guerre, qui finirent par devenir très influents, commençaient à s'enraciner en Allemagne. Le haut commandement et ses défenseurs expliquaient que les armées allemandes auraient pu continuer de se battre, si seulement sur le front intérieur, certains éléments antipatriotiques — les gauchistes, par exemple, ou les juifs — ne les avaient pas poignardées dans le dos. Beaucoup des partisans de la jeune république ne souscrivaient pas au mythe du coup de poignard dans le dos, mais ils pensaient eux aussi que l'Allemagne n'avait pas perdu la guerre sur les champs de bataille. En fait, pour essayer d'éviter que d'autres combattants soient tués ou blessés, le gouvernement allemand avait sagement, voire noblement, demandé un armistice. Et Woodrow Wilson avait promis, n'est-ce pas, que l'Allemagne serait traitée équitablement par les alliés.

Le gouvernement allemand envisageait les négociations de paix avec un certain optimisme. Il s'attendait à ce que les pourparlers d'usage aient lieu à Paris. Pendant l'hiver 1918-1919 et au début du printemps 1919, le ministère des Affaires étrangères prépara des études détaillées de chaque aspect de ce qu'il s'attendait à y discuter. Quand la délégation allemande fut enfin convoquée à Paris, en mai 1919, elle emporta de pleines caisses de documents. Les délégués allemands furent choqués par l'accueil qu'on leur réserva. À leur arrivée à Paris, on les installa dans un hôtel de troisième catégorie entouré de gardes et de barbelés, pour leur